



Aucune obligation pour l'employeur
de proposer un contrat collectif
Obligation de participer aux contrats
individuels labellisés en matière de santé



Agent qui
dispose
d'un contrat
individuel
labellisé

15 € minimum dans la
limite de la cotisation

**Pas de condition d'ancienneté
ni de proratisation en
fonction du temps de travail**



Agent qui
dispose d'un
contrat
individuel non-
labellisé



Agent qui ne
dispose pas
d'une mutuelle
ou bénéficie de
la CSS (ex-CMU)



Agent qui
dispose d'une
mutuelle via un
contrat collectif
(ex.: mutuelle
du conjoint par
son entreprise)

Aucune
participation

Cas des agents multi-employeurs



Employeur A

20 heures



10 heures



Employeur B

L'agent dispose d'un
contrat individuel labellisé

Option 1:

Employeur A: 15 € ou plus
Employeur B: 15 € ou plus



Chacun remplit ses obligations



Option 2:

Employeur A: 15 € ou plus
Employeur B: 0 €



L'employeur B ne remplit pas ses obligations.



Pour en justifier, il est conseillé de
formaliser un accord entre employeurs,
qui peut inclure le remboursement à
l'employeur A d'une quote-part



Le CDG a mis à
disposition un modèle
de protocole d'accord



Option impossible :
Employeur A: 7 €
Employeur B: 8 €



L'agent perçoit bien 15 € mais aucun employeur
ne remplit ses obligations

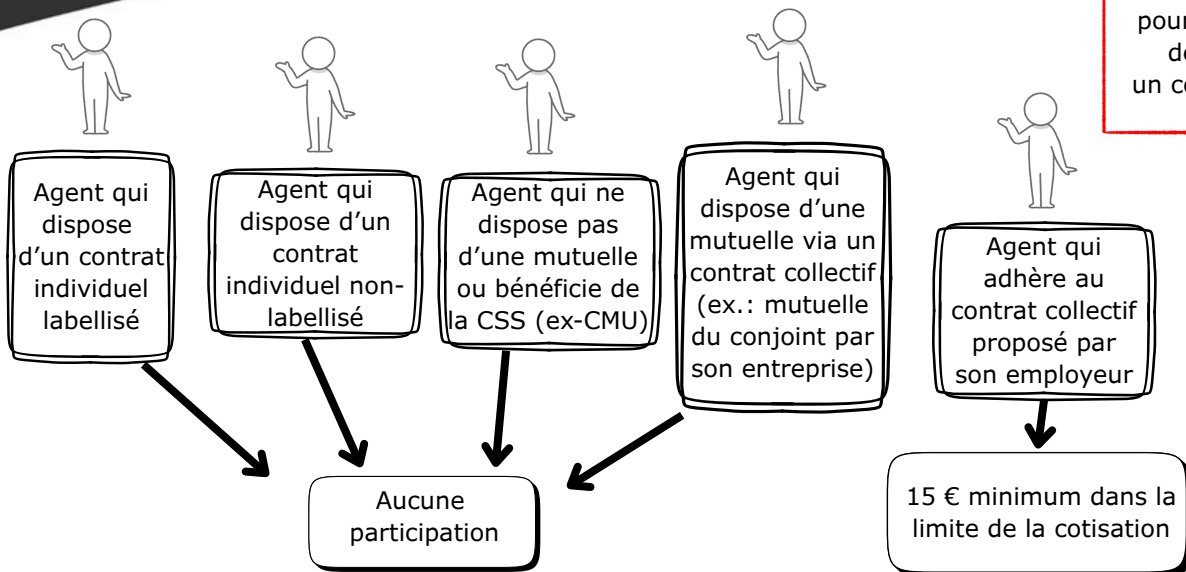




Proposition d'un CONTRAT COLLECTIF en matière de santé par le Centre de gestion

HYPOTHESE DANS LAQUELLE
L'EMPLOYEUR DECIDE DE PROPOSER
UN CONTRAT COLLECTIF A SES AGENTS

Aucune obligation
pour l'employeur
de proposer
un contrat collectif



Le CDG proposera aux collectivités sarthoises un contrat collectif pour une adhésion au **1^{er} juillet 2027** après avoir lancé une consultation

Les contrats individuels en matière de santé peuvent être résiliés en cours d'année

Le contrat proposé par le CDG sera à **adhésion facultative des agents**

L'agent pourra décider de couvrir ses ayants-droits

Il sera ouvert à tous les agents (hors vacataires) et, sous conditions, aux retraités

Cas des agents multi-employeurs



Employeur A

20 heures



L'agent souhaite adhérer au contrat collectif

10 heures



Employeur B

HYPOTHESE 1	Propose le contrat collectif	L'agent décide d'adhérer et perçoit 15 € ou plus de l'employeur A. L'employeur B ne verse rien.	Ne propose pas le contrat collectif
HYPOTHESE 2	Propose le contrat collectif	L'agent décide d'adhérer au contrat de l'employeur A et perçoit 15 € ou plus de l'employeur A. L'employeur B ne verse rien. L'agent décide d'adhérer au contrat de l'employeur B et perçoit 15 € ou plus de l'employeur B. L'employeur A ne verse rien.	Propose le contrat collectif
HYPOTHESE 3	Ne propose le contrat collectif	L'agent décide d'adhérer et perçoit 15 € ou plus de l'employeur B. L'employeur A ne verse rien.	Propose le contrat collectif